

(1)

(N° 178.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 MARS 1914.

Projet de loi accordant aux personnes qui ont acquis la nationalité belge en vertu des articles 7 et 17 de la loi du 8 juin 1909, un délai d'un an pour décliner cette nationalité (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. MABILLE.

MESSIEURS,

Par une innovation importante de la loi du 8 juin 1909, l'enfant né en Belgique de parents étrangers, dont l'un y est lui-même né ou y était domicilié depuis dix ans sans interruption (art. 7, 1^o), — et l'enfant né en Belgique d'un étranger, et qui est domicilié dans le royaume depuis six ans sans interruption (art. 7, 2^o), deviennent Belges, *ipso jure*, à l'expiration de leur vingt-deuxième année, à deux conditions : 1^o qu'ils aient eu leur domicile en Belgique pendant cette dernière année ; 2^o qu'ils n'aient pas déclaré, pendant cette année, leur intention de conserver la nationalité étrangère.

Or, il est arrivé, depuis la publication de la loi de 1909, que, par ignorance ou par négligence, des enfants qui se trouvaient dans les conditions prévues par l'article 7, et qui n'avaient nulle intention d'abdiquer leur nationalité étrangère, sont devenus Belges malgré eux, faute d'avoir manifesté dans le délai légal, leur volonté de ne vouloir pas acquérir la qualité de Belge.

L'exposé des motifs du présent projet de loi signale les inconvénients de cette situation résultant, il est vrai, de la faute des intéressés eux-mêmes, mais qu'il faut cependant prendre en considération, lors de la mise en application d'une législation nouvelle sur l'indigénat.

Le Gouvernement propose donc — comme il a été fait plusieurs fois en pareille occurrence — de donner à cette catégorie de personnes le moyen de réparer leur faute, en leur accordant encore la possibilité de décliner la nationalité belge. Le projet de loi soumis à la Chambre leur octroie un délai

(1) Projet de loi, n° 48.

(2) La Commission était composée de MM. Mabilie, président, Cocq, du Bus de Warnaffe, Leyniers, Schaetzen et Verachtert.

de grâce pour exprimer leur volonté ; il leur ménage, en quelque sorte, une porte de sortie qui s'ouvrira devant elles, pendant un an encore, moyennant une déclaration d'extranéité.

* * *

Il est aussi fréquemment arrivé, que des familles, établies en Belgique depuis plusieurs générations, se croyant Belges, ayant constamment accompli les obligations légales imposées aux Belges, et dont les membres avaient occupé des fonctions exclusivement réservées aux Belges, virent contester leur nationalité belge.

Ces personnes devaient donc prouver qu'un de leurs ascendants était Belge, et qu'elles-mêmes avaient ainsi acquis, par leur naissance, la qualité de Belge. Or, cette preuve était malaisée, car les recherches devaient parfois remonter très haut. D'autre part, ces personnes, se croyant Belges, n'avaient jamais songé à faire la déclaration prévue par l'article 9, qui assure la qualité de Belges à ceux qui, même issus d'étrangers, sont nés en Belgique.

Pour mettre désormais à l'abri de toute contestation cette catégorie assez importante de citoyens, une disposition transitoire, devenue l'article 17 de la loi de 1909, admit que désormais on considérerait comme Belges, de plein droit, sans l'accomplissement d'aucune formalité, les personnes *nées en Belgique* — mais qui, en outre, étant nées *d'un père né lui-même* dans le royaume, — et qui y étaient *domiciliées depuis dix années* au moment de la publication de la nouvelle loi.

Mais comme notre pays n'a pas d'intérêt à investir de la qualité de Belge des personnes qui ne tiennent pas à cette faveur, et qui deviendraient des Belges malgré eux, ce même article 17 leur donnait, à eux aussi, la faculté de repousser la qualité de Belge qui venait spontanément à eux, en déclarant, dans un délai de deux ans à partir de la publication de la loi, que leur intention était de conserver la nationalité étrangère.

Mais, ici encore, il se fit que, par ignorance de la loi ou par négligence, des personnes auxquelles s'appliquait l'article 17, omirent de faire cette déclaration d'extranéité, réclamée d'eux pour conserver la nationalité étrangère, dans le délai de deux ans à partir de la publication de la loi, c'est-à-dire avant le 17 juin 1911. Elles se sont donc vu imposer la nationalité belge, alors qu'elles se réclament encore aujourd'hui d'une nationalité étrangère.

Pour les aider à sortir de cette situation contre laquelle proteste leur attachement à leur patrie d'origine, le projet de loi propose d'ouvrir également à leur profit, à partir de la mise en vigueur de la nouvelle loi, un nouveau délai d'un an durant lequel elles pourront utilement déclarer, dans les formes requises par la loi de 1909, leur volonté de conserver la nationalité étrangère.

* * *

La commission, à l'unanimité de ses membres, a adopté le texte du projet de loi proposé par le Gouvernement.

* * *

La commission s'est même demandé s'il n'y aurait pas lieu d'impartir également un nouveau délai d'un an aux enfants mineurs, non mariés, de l'étranger qui a acquis volontairement la nationalité belge, et qui, eux-mêmes, sont aussi devenus Belges, de plein droit, en vertu du principe nouveau de l'article 6.

Ici aussi il est dit, dans cet article, qu'ils conserveront la faculté de renoncer à la nationalité belge, en déclarant, dans l'année qui suit leur majorité, qu'ils veulent recouvrer la nationalité étrangère. N'y a-t-il pas les mêmes raisons de décider, qu'en considération de l'ignorance où ils ont pu se trouver ou de l'inattention dont ils furent victimes, il leur sera accordé un délai d'un an, à partir de la mise en vigueur de la loi, pour faire une déclaration d'extranéité ?

La commission s'est prononcée affirmativement et, en conséquence, elle vous propose de modifier le texte du projet de loi en y introduisant la mention de l'article 6.

Le Président-Rapporteur,

LÉON MABILLE.

Texte proposé par la Commission.

ARTICLE UNIQUE.

Les personnes qui sont devenues Belges, faute d'avoir fait la déclaration prévue aux articles 6, 7 et 17 de la loi du 8 juin 1909, seront admises, dans le délai d'un an à dater du jour où la présente loi deviendra obligatoire, à décliner la nationalité belge, en déclarant, dans les formes requises par la loi de 1909, leur intention de conserver la nationalité étrangère.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

EENIG ARTIKEL.

De personen, die Belg zijn geworden doordien zij hebben verzuimd de verklaring af te leggen, voorzien bij de artikelen 6, 7 en 17 der wet van 8 Juni 1909 mogen binnen één jaar te rekenen van den dag waarop deze wet verbindend wordt, de Belgische nationaliteit afwijzen, mits zij, in den bij de wet van 1909 vereischten vorm, te kennen geven hun voornemen de vreemde nationaliteit te behouden.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 MAART 1914.

Ontwerp van wet, waarbij aan de personen, die de Belgische nationaliteit verwerven uit kracht van de artikelen 7 en 17 der wet van 8 Juni 1909, een termijn van één jaar wordt verleend om deze nationaliteit af te wijzen.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER MABILLE.

MIJNE HEEREN,

Het kind, in België geboren uit vreemde ouders, waarvan een in België zelf geboren is of er sedert tien jaar zonder onderbreking zijne woonplaats had (art. 7, 1^o), en het kind, dat in België geboren is uit een vreemdeling en sedert zes jaar zonder onderbreking zijne woonplaats in het Rijk had, worden, krachtens het nieuw beginsel ingevoerd door de wet van 8 Juni 1909, Belg, *ipso jure*, wanneer hun twee en twintigste jaar is afgegaan, en wel onder twee voorwaarden :

- 1^o Dat zij gedurende dit laatste jaar hunne woonplaats hadden in België ;
- 2^o Dat zij, gedurende dit jaar, niet verklaarden voornemens te zijn de vreemde nationaliteit te behouden.

Sedert de bekendmaking der wet van 1909 is het echter gebeurd dat, door onwetenschap of door nalatigheid, kinderen, die zich bevonden in den toestand voorzien bij artikel 7 en hoegenaamd niet het voornemen hadden afstand te doen van hunne vreemde nationaliteit, tegen hun zin Belg zijn geworden; zij veronachtzaamden inderdaad, binnen den wettelijken tijd hun voornemen te kennen te geven, de hoedanigheid van Belg niet te willen verwerven.

De Memorie van Toelichting van het huidig wetsontwerp wijst op de bezwaren van dezen toestand, die, weliswaar, het gevolg is van de nalatigheid der belanghebbenden zelf, maar die nochtans dient in aanmerking te worden genomen bij het inwerkingtreden van eene nieuwe wet op het inboorlingschap.

(1) Wetsontwerp, n^o 48.

(2) De Commissie was samengesteld uit de heeren Mabilie, voorzitter, Cocq, du Bus de Warnaffe, Leyniers, Schaetzen en Verachtert.

De Regeering stelt dus voor — zooals het herhaaldelijk onder soortgelijke omstandigheden geschiedde — aan deze klasse van personen de gelegenheid te verschaffen hunne fout te herstellen door hun thans nog toe te laten, de Belgische nationaliteit af te wijzen. Het wetsontwerp, waarover de Kamer behoeft te beraadslagen, verleent hun een verlengden termijn om hun voornemen te kennen te geven; het is, in zekeren zin, eene uitgangsdeur, die voor hen een jaar lang nog zal openstaan, mits zij verklaren hun vreemdelingschap te willen bewaren.

*
* * *

Meermaals ook betwistte men de Belgische nationaliteit van familiën, waarvan verscheidene geslachten elkaar opvolgden in België en die zich Belg dachten; zij hadden inderdaad de aan de Belgen opgelegde wettelijke verplichtingen voortdurend vervuld en de leden daarvan hadden ambten bekleed, die uitsluitend aan Belgen zijn voorbehouden.

Die personen moesten dus bewijzen dat een hunner voorvaders Belg was en dat zij bijgevolg zelf, door geboorte, de hoedanigheid van Belg hadden verworven.

Nu, dit bewijs kon niet gemakkelijk geleverd worden, daar men zeer ver in 't verleden moest teruggaan. Anderzijds, hadden die personen, die meenden Belg te zijn, er nooit aan gedacht, de bij artikel 9 voorziene verklaring te doen, krachtens welke verklaring de hoedanigheid van Belg wordt toegekend aan hen die, zelfs uit vreemde ouders, in België geboren zijn.

Opdat de nationaliteit van deze nog al talrijke klasse van ingezetenen voortaan niet meer betwist worde, werd door eene overgangsbepaling — later artikel 17 der wet van 1909 — aangenomen dat in de toekomst als Belg zouden aangezien worden, van rechtswege en zonder aan eenige vormvereischte te moeten voldoen, de personen *in België geboren*, — doch bovendien geboren *uit een vader*, die zelf in het Rijk is geboren, — en er *hunne woonplaats hebbende sedert tien jaar* op het oogenblik der afkondiging van de nieuwe wet.

Doch, daar ons land er geen belang bij heeft, 'de hoedanigheid van Belg te verleenen aan personen die deze gunst niet verlangen en tegen hun zin zouden Belg worden, kende dit artikel 17 ook aan die personen het recht toe, de hoedanigheid van Belg, welke zij onvrijwillig hadden verworven, af te wijzen door te verklaren, binnen twee jaar te rekenen van de bekendmaking der wet, dat zij het voornemen hadden, de vreemde nationaliteit te behouden.

Doch, in dit geval ook gebeurde het dat, wegens onwetendheid of nalatigheid, sommige personen, op wie artikel 17 van toepassing was, die verklaring tot het behouden hunner vreemde nationaliteit niet aflegden binnen twee jaar te rekenen van de bekendmaking der wet, dus vóór 17 Juni 1911. Zij zijn dus gedwongen Belg geworden, terwijl zij nu nog beweren te behooren tot eene vreemde nationaliteit.

Opdat zij niet langer zouden verkeerden in dien toestand, strijdig met hunne gehechtheid aan hun land van erkost, stelt het wetsontwerp voor, hun eveneens een nieuwen termijn van *één jaar* toe te staan, te rekenen van

het inwerkingtreden der nieuwe wet, gedurende welk tijdsverloop zij behoorlijk kunnen verklaren, op de wijze vereischt door de wet van 1909, de vreemde nationaliteit te willen bewaren.

*
* *

De Commissie heeft den tekst van het door de Regeering voorgesteld wetsontwerp met algemeene stemmen aangenomen.

*
* *

In de Commissie werd zelfs de vraag gesteld, of men ook niet een nieuwen termijn van één jaar zou moeten toestaan aan de minderjarige, ongehuwde kinderen van den vreemdeling, die vrijwillig de Belgische nationaliteit verwierf, en zelf Belg geworden zijnde krachtens het nieuwe beginsel van artikel 6.

Ook voor dezen bepaalt artikel 6 dat zij de Belgische nationaliteit zullen kunnen afwijzen door te verklaren, *binnen het jaar volgende op hunne meerderjarigheid*, dat zij de vreemde nationaliteit willen terugbekomen. Gelden hier niet dezelfde redenen om te bepalen dat wegens de onwetendheid, waarin zij zich bevinden, en wegens de nalatigheid waarvan zij blijk gaven, hun een tijdsverloop van een jaar, te rekenen van het inwerkingtreden van de wet, wordt gegund om de verklaring van vreemdelingschap af te leggen?

De uitspraak der Commissie luidde bevestigend; dienvolgens stelt zij u voor, den tekst van het wetsontwerp te wijzigen door daarin artikel 6 te vermelden.

De Voorzitter-Verslaggever,

LÉON MABILLE.

Texte proposé par la Commission.

ARTICLE UNIQUE.

Les personnes qui sont devenues Belges, faute d'avoir fait la déclaration prévue aux articles 6, 7 et 17 de la loi du 8 juin 1909, seront admises, dans le délai d'un an à dater du jour où la présente loi deviendra obligatoire, à décliner la nationalité belge, en déclarant, dans les formes requises par la loi de 1909, leur intention de conserver la nationalité étrangère.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

EENIG ARTIKEL.

De personen, die Belg zijn geworden doordien zij hebben verzuimd de verklaring af te leggen, voorzien bij de artikelen 6, 7 en 17 der wet van 8 Juni 1909, mogen, binnen één jaar te rekenen van den dag waarop deze wet verbindend wordt, de Belgische nationaliteit afwijzen, mits zij, in den bij de wet van 1909 vereischten vorm, te kennen geven hun voornemen de vreemde nationaliteit te behouden.